

Allocations familiales—Loi

semaines on se réveillera et que l'on apportera les correctifs appropriés à cette fameuse disposition afin de la rendre quelque peu plus humaine.

• (1220)

M. Michel Champagne (Champlain): Monsieur le Président, c'est dommage que le député de Richmond-Wolfe (M. Tardif) ait quitté. Mais je reprendrai sur les paroles qu'il a dites en terminant. C'est odieux! C'est choquant! C'est révoltant! Voire même, c'est un sacrilège! Non pas ce qu'on entreprend nous en tant que gouvernement, mais ce que lui et son parti disent à propos des allocations familiales. Venir dire qu'on coupe les familles à faible revenu, venir dire qu'on ne prend pas soin des familles les plus démunies, venir nous dire que nous, en tant que gouvernement, en tant que responsables d'une gestion qu'on a prise dans un mauvais état, c'est-à-dire 200 milliards de dollars de dettes, dans une situation où les libéraux, pendant 20 ans, même plus que cela, monsieur le Président, pendant plus de 20 ans les libéraux, n'ont pas laissé les personnes riches payer de l'impôt, n'ont pas pris leurs responsabilités . . .

Ils vont venir nous dire, par le biais des députés de Richmond-Wolfe, de Montréal-Sainte-Marie (M. Malépart), quoi faire. Je m'excuse, monsieur le Président, mais je ne peux l'accepter parce que quand ils parlent d'honnêteté, de non-politique dans ces gestes, ils auraient peut-être avantage à regarder ce que le projet de loi C-70 dit. Ce projet de loi, monsieur le Président, dit une chose, qu'il va y avoir un crédit d'impôt pour enfants. Et si le député ne comprend pas ce que cela veut dire un crédit d'impôt, cela veut dire qu'on va rembourser. Et si on rembourse, monsieur le Président, on rembourse ceux qui ne paient pas d'impôt. Ceux qui ne paient pas d'impôt, monsieur le Président, dans le temps des libéraux, c'étaient les riches. Dans notre temps, ce sont les pauvres. Et les pauvres, monsieur le Président, vont recevoir le crédit d'impôt: \$70 la première année. C'est bien plus que les 31c. dont le député de Montréal-Sainte-Marie parlait de l'autre côté de la Chambre. Beaucoup plus. C'est plus, monsieur le Président, que le taux d'inflation moyen. Pourquoi les libéraux ne nous le disent-ils pas? Pourquoi les néo-démocrates ne le disent-ils pas? C'est \$70 cette année, \$35 l'année prochaine, \$35 l'autre année et c'est un crédit d'impôt.

J'aimerais bien que mon honorable collègue et mes honorables collègues de l'autre côté de la Chambre s'en souviennent. Lorsqu'on parle d'honnêteté, monsieur le Président, il faut réellement en parler. Il faut dire la réalité telle qu'elle est. Je ne suis pas certain que l'opposition l'ait fait. Je ne suis pas certain, monsieur le Président, parce qu'ils n'auraient pas reçu des pétitions comme cela, si on avait dit à l'ensemble de nos familles canadiennes qu'on va réellement travailler en fonction des plus démunis. Je ne suis pas certain, monsieur le Président, que nos familles, nos mères de familles, que nos associations de femmes, dans toutes les provinces du Canada, incluant le Québec, auraient répondu à leurs pétitions si on leur avait dit qu'on accorderait un crédit d'impôt aux plus démunis, si on avait dit qu'on ne touche pas au principe d'universalité, comme le laisse entendre le député de Richmond-Wolfe.

Le principe d'universalité, monsieur le Président, cela ne veut pas dire les riches et les pauvres sur le même pied. Cela

veut dire qu'on va donner, en tant que gouvernement responsable, l'avantage aux pauvres. On va rendre cela équitable.

Je l'ai dit hier. Malheureusement, mon honorable collègue n'a pas compris. Je me cite en exemple: Moi et ma famille, ce n'est pas normal qu'on ait les mêmes allocations familiales qu'une famille monoparentale qui reçoit des prestations du Bien-être social et qui a le même nombre d'enfants. Elle, cette famille-là, en mérite plus, parce qu'elle est dans une situation économique désastreuse. Moi, monsieur le Président, l'État m'aidera quand j'en aurai besoin. C'est le but qui est visé par ce projet de loi.

C'est normal, monsieur le Président, qu'on doit donner un coup de barre dans l'administration. C'est normal parce que lorsqu'on a pris le pouvoir en 1984, le déficit était de 200 milliards de dollars. Pendant 20 ans les libéraux ont été de l'autre côté à la Chambre, pendant 20 ans ils ont dit qu'ils travaillaient pour les Canadiens. Ils ont travaillé fort, ils les ont endettés. Pendant 20 ans les libéraux ont été de l'autre côté de la Chambre, ils étaient comme le gouvernement et ils nous disaient: Nous, on administre seulement les deniers de l'État. Oui, monsieur le Président. Où était-il le député de Richmond-Wolfe quand son gouvernement a désindexé les allocations familiales à 6 et 5 p. 100, lorsque l'inflation était à 11 et à 12 p. 100? Où était-il, monsieur le Président? Je lui ai posé la question et il ne m'a pas répondu aujourd'hui.

Je pense, monsieur le Président, que si on parle d'honnêteté, d'intégrité dans cette Chambre, on devrait au moins se lever et dire exactement ce qui importe dans cette loi, dire, monsieur le Président, qu'on va réellement donner une chance à nos familles les plus défavorisées, dire qu'on va les faire payer, les plus riches, sur une base équitable, de le dire qu'une justice sociale cela s'applique à tous les niveaux, pas juste dans la philosophie libérale, monsieur le Président, parce que la philosophie libérale c'est la philosophie des plus riches. Et aujourd'hui ils viennent nous dire que nous autres, en tant que gouvernement, avec l'exemption d'impôt, avec l'exemption des gains en capital, qu'on ne donne qu'aux riches, mais c'est faux, monsieur le Président, c'est archi-faux! Parce que je connais des producteurs agricoles dans ma circonscription qui vont pouvoir vendre leurs fermes moins cher à leurs fils qui pourront ainsi prendre la relève. Je connais des propriétaires de maisons, monsieur le Président, qui vont pouvoir vendre leurs maisons et qui ne seront ni indexés ni touchés par cette loi, qui vont avoir un gain en capital parce qu'ils ont travaillé toute leur vie dans des usines, ils ont travaillé toute leur vie à gagner un petit peu et eux pensent que ce sont des riches, ils pensent qu'on devrait les couper, ils pensent que ce sont eux que l'on devrait pénaliser, mais je dirai une chose, les libéraux masquent la réalité. Je ne peux pas employer certains mots parce que ce serait antiparlementaire, mais je le pense, je le pense sincèrement. Le jour où les députés de l'opposition voudront faire un travail de députés honnêtes, voudront faire un travail autre que celui de la démagogie, à ce moment-là je suis convaincu que l'ensemble des députés du côté de cette Chambre va accepter de travailler avec eux. Construire un pays, cela ne veut pas dire toujours s'asseoir de l'autre côté de la Chambre et être négatif à chaque projet de loi. Construire un pays, cela veut dire collaborer, cela veut dire travailler de façon solidaire.